

PLANÈTE • SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La lutte contre la malnutrition suscite un élan financier à Paris, mais les besoins sont loin d'être comblés

Le Sommet nutrition pour la croissance s'est achevé vendredi soir sur des engagements dépassant légèrement ceux pris lors de la précédente édition, sans aucun apport cette fois des Etats-Unis.

Par Mathilde Gérard

Publié aujourd'hui à 08h33 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Emmanuel Macron lors du Sommet nutrition pour la croissance, à Paris, le 27 mars 2025. THIBAULT CAMUS / AFP

La communauté internationale s'est envoyée à elle-même un message rassurant : une majorité de pays et d'organisations internationales restent attachés aux objectifs de développement durable, en particulier l'élimination de l'extrême pauvreté, de la faim et de la malnutrition. Le Sommet nutrition pour la croissance (N4G), qui se tenait à Paris les 27 et 28 mars, premier grand rendez-vous de solidarité internationale depuis l'annonce du démantèlement de l'agence d'aide américaine Usaid, a été l'occasion de marteler de grands principes : « *La nutrition ne devrait pas être un privilège, c'est un droit pour tous* », ont insisté une dizaine d'enfants et jeunes du Sierra Leone, des Philippines, de Colombie, de France dans une déclaration conjointe clôturant la rencontre. Tous les intervenants ont appelé à la responsabilité collective pour prioriser cet enjeu chroniquement sous-financé, alors que la malnutrition est responsable pour moitié de la mortalité infantile.

Lire aussi | [A Paris, un sommet pour lutter contre la malnutrition, en pleine crise des financements](#)

Le rendez-vous a mobilisé cent six Etats, les principales organisations internationales, des associations, institutions de recherche, fondations philanthropiques, ainsi que le secteur privé (invité dans un cadre parallèle). Dans un contexte de crise des financements, l'édition 2025 est parvenue à légèrement dépasser les montants engagés quatre ans plus tôt en faveur de la nutrition à Tokyo, un résultat que nul ne prédisait avant la rencontre, mais qui reste loin de combler des besoins croissants et aggravés par la crise des financements : selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), celle-ci pourrait empêcher 14 millions d'enfants souffrant de malnutrition d'être aidés. En 2021, 27 milliards de dollars (25 milliards d'euros) avaient été engagés lors du sommet N4G de Tokyo, dont 11 milliards provenaient des seuls Etats-Unis (la plateforme d'engagement restant ouverte plusieurs mois, le montant final avait atteint 42 milliards). A l'issue de l'édition 2025, 27,55 milliards sont engagés, cette fois sans aucun apport américain, ni annonce de financeurs traditionnels comme le Canada ou le Royaume-Uni.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Comme une revanche sur le nouveau locataire de la Maison Blanche qui n'a cessé de dénigrer l'aide étrangère et d'en moquer les pays récipiendaires (« *Le Lesotho ? Personne n'a jamais entendu parler de ce pays* », avait déclaré Donald Trump début mars), le pays d'Afrique australe, dont le roi Letsie III est le représentant de l'Union africaine pour la nutrition, figurait à Paris comme invité d'honneur. « *Nous n'avons plus que quatre ans pour atteindre les objectifs de développement durable, au cœur desquels figure l'éradication de la malnutrition. Nous connaissons les solutions. A nous de concrétiser nos engagements* », a déclaré le souverain lors d'une rencontre dans les fastueux salons de l'hôtel du ministère des affaires étrangères. « *Quand on vous entend, on est à peu près sûr que votre pays existe et que c'est une bonne chose de lui envoyer des fonds car ils sont bien utilisés* », a renvoyé Emmanuel Macron.

L'apport des banques régionales de développement

Quatre ans après Tokyo, la géographie des flux financiers a fortement changé, à l'image d'un secteur de l'aide au développement en plein bouleversement. Ce sont essentiellement les banques régionales de développement qui ont permis de dépasser les montants de 2021, en particulier la Banque africaine de développement (9,5 milliards de dollars). L'Union européenne a fait figure de bonne surprise, mettant 3,4 milliards d'euros sur la table (6,5 milliards en ajoutant les contributions des Etats membres), « *un accomplissement remarquable* », selon l'eurodéputé Barry Andrews (Renew), qui préside la commission du développement. Plusieurs pays (Madagascar, Côte d'Ivoire, Bangladesh...) ont également annoncé des investissements notables dans leur politique nationale de nutrition, tandis que les fondations ont présenté 2 milliards de dollars de contributions. « *L'humanité a ceci de particulier qu'elle peut réagir dans le bon sens quand la maison est en train de brûler* », s'est félicité le ministre de la francophonie et des partenariats internationaux, Thani Mohamed Soilihi, organisateur de la rencontre.

Lire aussi | [L'effondrement de l'aide au développement fait vaciller le modèle de coopération internationale](#)

La déception a toutefois accueilli l'annonce d'engagement de la France, 750 millions d'euros sur cinq ans, une somme très inférieure au 1,5 milliard d'euros que demandait un groupe de plusieurs organisations (Action contre la faim – ACF –, Unicef France, Gret, Action Santé mondiale...). Ce montant est aussi légèrement en retrait par rapport à ce que le pays a effectivement engagé de 2019 à

2023 (800 millions d'euros). Les organisateurs français expliquent que ces montants pourront évoluer et grimper à la faveur d'une meilleure méthodologie de comptabilisation des opérations – la nutrition touchant à de multiples secteurs et n'apparaissant pas toujours clairement dans les lignes d'investissement.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

« La France a su réunir un grand nombre de décideurs de haut niveau sur la malnutrition, à un moment critique, et c'est en soi un succès. Mais le compte n'y est pas sur le plan financier », regrette Michael Siegel, chargé de plaidoyer à ACF. *« La France détenait la responsabilité de montrer la voie à ses partenaires. Ce désengagement est incompréhensible tant il est en deçà des réelles capacités françaises »,* déplore pour sa part Action Santé mondiale. Illustration du glissement des financements publics au profit de contributions du secteur privé, la session du sommet présidée par l'Elysée était d'ailleurs centrée sur les initiatives d'entreprises. Alexandra Newlands, représentant un réseau de 5 000 organisations de la société civile, a mis en garde en clôture du sommet : *« Le secteur privé peut faire partie de la solution mais la régulation est essentielle. »*

Lire aussi | [Le démantèlement de l'Usaid privera 1 million d'enfants de traitement contre la malnutrition : « Ce sont des décisions criminelles »](#)

« Oui, la France aurait pu investir davantage, observe pour sa part Shawn Baker, chef des opérations de l'organisation Helen Keller Intl. Mais la nutrition a aussi besoin de ressources humaines et de leadership politique, ce qu'elle a montré pendant ce sommet. Dans une période où tous les progrès pour le développement semblent hypothéqués, ces quelques jours ont constitué une bouffée d'oxygène. » Alors que la tenue du prochain sommet, traditionnellement adossée à l'organisation des Jeux olympiques, devrait incomber aux Etats-Unis, la pérennité de ce rendez-vous est incertaine. Les équipes françaises assurent travailler sur plusieurs scénarios pour maintenir l'élan. Un premier bilan d'étape devrait avoir lieu dans un an, s'est engagé le chef de l'Etat, lorsque la France assurera la présidence du G7.

Mathilde Gérard

Le Monde Boutique

Découvrir

Le Monde x Caran d'Ache

Stylo, carnet et crayons à papier

L'histoire de l'art en BD

Coffret de sept livres

La République sous tensions

1870-2025 : anatomie des crises politiques

[Voir plus](#)